

Notes sectorielles

DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Le développement social a trait : à la promotion de l'intégration des groupes démunis, vulnérables et exclus (en particulier les jeunes et les femmes); au renforcement de la cohésion sociale et de la capacité d'agir collectivement pour le développement ; et au renforcement des capacités des citoyens et des groupes de la société civile pour demander des comptes aux institutions qui sont à leur service.

1. Contexte

La région Moyen Orient et Afrique du Nord (MENA) a un riche patrimoine historique, culturel et religieux. Elle est dotée de ressources humaines, naturelles et financières, d'une importante biodiversité et d'infrastructures très développées. Le niveau d'extrême pauvreté dans la région est très faible et, en général, les indicateurs de développement humain sont assez bons dans l'ensemble du fait des transferts publics importants, qui sont complétés par les envois d'argent et les traditions largement observées de responsabilité familiale et sociale au sein de la population.

Au cours des deux dernières décennies, les pays de la région MENA ont accompli des progrès notables en matière de développement social. Des initiatives ont été lancées pour : i) l'intégration des jeunes, des femmes et des autres groupes vulnérables ; ii) la redynamisation et l'autonomisation des collectivités locales ; iii) l'amélioration de l'accès des citoyens et du secteur privé aux informations sur les possibilités et les prestations de service offertes par le gouvernement. Toutefois la région demeure confrontée aux problèmes de développement social que sont l'intégration (des jeunes, des femmes et des groupes vulnérables), la cohésion sociale (en milieu urbain et en milieu rural) et la promotion de la responsabilité (au niveau des administrations et des autres prestataires de services aux citoyens).

Le manque de cohésion sociale dans les pays de la région et entre ceux-ci se traduit fréquemment par des conflits (pas toujours violents) qui, s'ils ne sont pas gérés de manière convenable, constituent à la fois la cause et la conséquence d'un déficit de développement. Si le développement social ne peut garantir la paix, il peut cependant atténuer les conflits, tout au moins au niveau local. Les conflits intervenus récemment dans la région nous rappellent la nécessité pour le développement de tenir compte des situations de conflit et des contextes politiques, et du rôle important que pourrait jouer la Banque mondiale dans la reconstitution du capital social et infrastructurel.

2. Principaux problèmes rencontrés dans le secteur

De nombreux groupes, en particulier les jeunes et les femmes, doivent avoir des possibilités de partager les retombées du développement : Environ deux tiers de la population de la région a moins de 30 ans. Les jeunes ont besoin d'un meilleur accès aux débouchés économiques, à un enseignement de qualité, aux loisirs et à la vie politique. Ce manque d'accès, associé aux attentes de plus en plus fortes induites par l'éducation et la révolution de l'information, crée une frustration chez les jeunes et peut même menacer le tissu social. La région a réalisé des progrès remarquables dans l'amélioration des indicateurs de développement humain (notamment dans les secteurs de l'éducation et de la santé) pour les femmes au cours des deux dernières décennies. Néanmoins, les inégalités sexospécifiques persistantes contribuent à l'exclusion sociale, économique et politique, retardant ainsi le développement des pays.

Notes sectorielles

Les institutions communautaires urbaines et rurales et les administrations locales ont besoin d'être renforcées en vue d'assurer une plus grande cohésion sociale et réduire le risque de conflits. Les sociétés de la région ont un haut degré d'organisation sociale et de nombreux réseaux de solidarité. Toutefois, nombre d'entre elles ont également subi les coûts sociaux et économiques des conflits violents qui ont entraîné dans leur sillage la destruction, des pertes en vies humaines, la pauvreté, la distorsion des priorités de développement et une cohésion sociale fortement affaiblie. Par ailleurs, l'urbanisation et la modernisation rapides ont affaibli les structures institutionnelles des communautés. Ces institutions ne sont plus à même de désamorcer complètement les tensions sociales, en particulier dans un contexte caractérisé par une croissance démographique rapide, l'urbanisation, le taux de chômage élevé et l'épuisement de la base des ressources naturelles. Pour que les citoyens jouent leur rôle dans le processus de développement et pour réduire les risques de conflit au niveau local, il faut que les institutions communautaires d'auto-administration et d'autorégulation soient renforcées et mieux intégrées à des administrations locales redynamisées.

L'interface citoyen-État a besoin d'être améliorée pour renforcer l'obligation de rendre compte : La région MENA connaît actuellement une transformation du fait d'une révolution de l'information qui donne aux citoyens un accès sans précédent à l'information régionale et mondiale que les gouvernements ne peuvent plus contrôler. Toutefois, l'accès insuffisant à l'information et la divulgation insuffisante des transactions gouvernementales réduisent l'obligation de rendre compte et limitent la capacité du secteur privé et des citoyens à accéder aux opportunités. Cette situation est aggravée par les mécanismes insuffisants pour l'expression des opinions sur la qualité des services publics et par les entraves qui empêchent la société civile de contrôler l'action des pouvoirs publics, d'encadrer les plaintes et de mener un plaidoyer en faveur des pauvres.

La région MENA abrite une diversité de groupes sociaux minoritaires qui n'ont pas pleinement accès aux retombées du développement : Les groupes vulnérables sont, en particulier, les personnes handicapées, les enfants à risque, les personnes atteintes du virus de l'immunodéficience humaine/du Syndrome immunodéficientaire acquis (VIH/SIDA) et les réfugiés. S'agissant du VIH/SIDA, les taux de prévalence généralement très faibles (0,2 %) offrent une chance unique d'agir avec détermination et de manière opportune. À l'inverse, le risque de se complaire dans l'autosatisfaction pourrait conduire à l'inaction et accroître la vulnérabilité à l'épidémie, en particulier au sein des groupes vulnérables, dans un contexte caractérisé par la stigmatisation, le manque d'information, la peur et le déni.

3. Recommandations de la Banque mondiale

La stratégie de la Banque pour le développement social (DS) intitulée « *Empowering People by Transforming Institutions: A strategy and Implementation Plan for Social Development in Bank Operations* », a été publiée en 2005. Cette stratégie est axée sur les efforts visant à autonomiser les femmes et les hommes démunis grâce à un appui renforcé de la Banque à l'intégration sociale, à la promotion de la cohésion sociale et d'institutions responsables.

L'élaboration de la stratégie institutionnelle de développement social a été motivée par les données abondantes qui démontrent que « le développement social est important », en particulier l'examen entrepris par le Département d'évaluation des opérations (OED) et le Groupe d'assurance qualité. L'examen intitulé : « Mettre le développement social au service des pauvres : Évaluation des activités de la Banque mondiale effectuée par l'OED » (*Putting Social Development to Work for the Poor: An OED Review of World Bank Activities*), se réfère sur la conclusion que le traitement des questions relatives au développement social se traduit par de bons résultats de projets et plus un projet

Notes sectorielles

aborde de thèmes sociaux, meilleurs sont ses retombées en termes de résultats, de pérennité et de développement institutionnel.

Parallèlement aux efforts consentis au niveau institutionnel, la région MENA a publié une stratégie de développement social intitulée “*Securing a Future for All*” (**Garantir un avenir pour tous**). La stratégie de développement social de la région MENA s’attaque aux enjeux essentiels pour le développement social et économique durable de la région, à savoir : a) **l’intégration** sociale (les jeunes, les disparités entre hommes et femmes et la protection des groupes vulnérables) ; b) le renforcement de la **cohésion** sociale dans les zones urbaines et rurales ; c) le renforcement des capacités des citoyens et des groupes civiques afin qu’ils puissent **demander des comptes** aux institutions qui sont à leur service.

La mise en œuvre de la stratégie régionale de développement social se focalise sur quatre domaines stratégiques dans la région :

- ***Appuyer un environnement généralement favorable au développement social dans le dialogue de politique*** : cet appui tient compte des problèmes de développement social consignés dans les documents stratégiques clés, tels que la Stratégie d’assistance-pays (CAS) et le Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) ainsi que dans les politiques qui font la promotion des principes du développement social que sont l’intégration, la cohésion sociale et la responsabilité. Ceci sera accompagné par un travail d’analyse plus autonome, à travers des outils tels que les analyses sociales par pays et les analyses de la pauvreté et de l’impact social (PSIA).
- ***Constituer un portefeuille de projets axé sur les principes fondamentaux de développement social que sont l’intégration, la cohésion sociale et la responsabilité*** : Ces projets comprendront, en général, des projets multisectoriels pilotes et des opérations entrant dans le cadre de programmes qui ne s’inscrivent pas suffisamment dans une approche sectorielle tels que l’intégration des jeunes, les rapports sexospécifiques, le VIH/SIDA, la gouvernance de la demande et le développement axé sur la collectivité, le changement climatique, la prévention des conflits et la reconstruction post-conflit.
- ***Améliorer l’efficacité des projets et des études financées par la Banque en intégrant le développement social dans les secteurs clés*** : une plus grande participation des parties prenantes concernées à la conception, à la mise en œuvre et au suivi des projets ne favorise pas seulement l’appropriation, mais renforce également les institutions et permet d’obtenir des résultats plus durables en terme de développement. Ceci implique que l’on continue de porter une attention soutenue aux opérations de prêts pour l’investissement par des mesures de sauvegarde sociale et des activités de développement social, et également par l’intensification des efforts d’analyse sous-tendant les opérations de prêts à l’appui de politiques de développement, par exemple, à travers des analyses de la pauvreté et de l’impact social.
- ***Encourager, par le biais du renforcement des capacités et de partenariats, la capacité de la Banque et des clients à conduire les initiatives de développement social*** : Cela favorisera la création de « communautés de pratiques » pour les activités de développement social, renforcera les connaissances sur les bonnes pratiques en matière de développement social au sein des équipes-pays et des équipes de projet et légitimera l’exploitation des connaissances sur le développement social pour mieux mesurer les résultats. Les partenariats avec les institutions locales et régionales doivent être encouragés pour promouvoir le partage bidirectionnel des connaissances.

Notes sectorielles

4. Opérations de prêt de la Banque/Activités d'analyse et de conseil

Opérations dans le secteur du développement social :

- Projet de développement des villages et quartiers – Cisjordanie et Gaza
- Projet intégré de développement communautaire – Cisjordanie et Gaza
- Projet III pour les organisations non gouvernementales palestiniennes (ONG) – Cisjordanie et Gaza
- Projet d'appui à l'initiative nationale pour le développement humain (INDH) – Maroc
- Projet pilote de développement axé sur la collectivité à KRG (Kurdistan), Irak
- Projet de création d'un fonds fiduciaire multidonateurs (MDTF) pour la reconstruction du camp de réfugiés palestinien de Narh el-Bared

Études économiques et sectorielles :

- Analyses sociales par pays (analysent le contexte social d'un pays et les évolutions sociales afin d'identifier les contraintes au niveau général et les opportunités en matière de développement)
 - a) Analyse sociale par pays pour l'Irak ;
 - b) Analyse sociale par pays pour le Yémen.
- Analyses de la pauvreté et de l'impact social (mesurent les impacts sociaux sur différents groupes sociaux et indiquent les mesures d'atténuation destinées à surmonter les impacts négatifs)
 - a) PSIA sur l'énergie à Djibouti ;
 - b) PSIA sur l'eau au Maroc ;
 - c) PSIA sur la gestion des déchets solides au Maroc ;
 - d) PSIA sur la fourniture et l'utilisation de l'énergie au Yémen ;
 - e) PSIA sur l'eau au Yémen ;
- Étude d'inventaire sur le développement axé sur la collectivité (couvrant les exercices 2000 à 2007)
- Évaluation des réalisations, des opportunités et des contraintes des associations féminines en milieu rural au Maroc
- Travaux d'analyse sur l'intégration des jeunes
 - a) Moyens d'expression des jeunes – Égypte, Yémen, Maroc, Cisjordanie et Gaza
 - b) Lever les obstacles à l'intégration des jeunes au Maroc
 - c) Note de politique sur la jeunesse dans la région MENA (en collaboration avec la cellule chargée du développement humain)
 - d) Égypte – Cartographie des voies d'insertion des jeunes selon le sexe
- Initiative locale de prestation de services dans la région MENA (axée sur la demande en matière de gouvernance à travers la certification des mécanismes de responsabilité au Yémen, en Égypte et au Maroc).